

Adolphe Ribordy

Les bons comptes ...



Photo: m. 3/d.

Il y a quelques semaines l'ancien président français Nicolas Sarkozy était à Interlaken pour un colloque. Là, il a critiqué le système politique suisse. Ce qui a permis à l'ancien président de la Confédération Adolf Ogi de le rappeler à l'ordre!

Cela dit soulignons quelques principes communs aux démocraties occidentales. D'abord concernant les tâches régaliennes: justice, police, défense, institutions, il n'y a pas de différences notables, tout au moins quant aux dépenses. En revanche, concernant les modèles éducatifs, de santé, sociaux notamment, là les différences sont notables. Ainsi pour en rester à la France, en 2011 notre voisin consacrait 31,9 pour cent de son PIB aux dépenses sociales contre 24,2 pour cent pour la Suisse. La classe politique française appelle cela «le modèle social» en fait ces 8 pour cent c'est tout simplement le degré de compétitivité de l'économie d'un pays. Qui plus est, le système de protection sociale est fragile. Ainsi une crise survient-elle et c'est tout un système qui est en panne, les pays du sud de l'UE le vivent durement.

En Suisse, par exemple, dès 2020–2025 il y aura plus de rentiers AVS que de jeunes. Alors la prudence s'impose. Mais les comptes sociaux suisses sont-ils en bonne santé? La réponse est oui. Une douzaine de lois sociales régissent le système social suisse. Chaque assurance a son compte propre. Deux d'entre elles sont en déficit, l'assurance chômage et l'assurance invalidité et leurs bilans respectifs présentent, en 2012, une dette. Toutes les autres assurances sont bénéficiaires et le bilan du capital accu-

mulé est impressionnant. Ainsi le compte de résultats 2012 montre pour toutes les assurances un bénéfice de 21,5 milliards de francs. Le capital lui atteint la somme colossale de 757 milliards de francs dont la plus grande partie est constituée par la LPP et l'AVS.

Premier facteur de cette réussite, la gestion prudente et fragmentée par assurance. Cette manière de faire évite à la Suisse de connaître le fameux «trou de la Sécu» que connaissent nos voisins de l'Hexagone. Deuxième facteur, la prospective intelligente du monde politique qui a les yeux rivés sur la courbe démographique. Entre 2009 et 2013, 200 000 rentiers AVS sont venus s'ajouter aux 2 millions de personnes retraitées. Troisième facteur, la promotion de l'activité économique étonnamment dynamique en Suisse avec un taux de chômage de 3 pour cent et un taux de croissance intéressant. Quatrième facteur, le refus du peuple de partir dans des aventures risquées comme le salaire minimum, les salaires plafonnés ou encore il y a plus d'une décennie, les 36 heures ou la retraite à 62 ans sans oublier la cinquième semaine de vacances.

Pour que les bons comptes continuent de faire de bons amis il faut donc veiller au grain. En effet certains oublient que dans cette partie à deux qui se jouent dans la société moderne: dynamique économique et protection sociale, l'équilibre ne doit jamais être rompu. Ceci d'autant plus que désormais la partie se joue dans un contexte mondialisé. Certains veulent stopper la croissance économique avec l'initiative Ecopop qui atteindra de plein fouet la protection sociale, d'autres veulent une caisse maladie étatique, d'autres encore veulent défiscaliser les contributions sociales. Le marketing politique et électoral semble prendre le dessus bien souvent sur le souci du bien commun. Fort heureusement, le peuple plutôt sage en ce domaine rappellera aux trublions que le système social suisse n'est peut-être pas le plus généreux du monde mais celui qui n'a pas de dettes et donc durera dans le temps. ■

Adolphe Ribordy est journaliste, ancien rédacteur en chef du Confédéré, Martigny, consultant du groupe Hersant et président de Radio Rhône SA.